

EDITORIAL

JUSTICE SOCIALE

La petite banque dans la prairie

Raymond Klein

Augmenter l'impôt de solidarité, prélever - un peu - plus sur les revenus élevés, cela ne pose pas de problème. Mais la tripartite bute sur la question d'un impôt sur les activités financières.

« Les banques ne paieront pas pour notre crise ... de gouvernement. » Voilà l'essence des propos du premier ministre, lundi dernier sur RTL-Télévision, au sujet d'un impôt spécial pour le secteur financier. Jean-Claude Juncker s'est vanté d'avoir critiqué l'immoralité des banques et des spéculateurs lors de l'écroulement de la crise financière. Mais d'après lui, cette crise aurait été déclenchée par les grands groupes bancaires et non par les « petites banques luxembourgeoises ». « Pourquoi accabler la banque Raiffeisen, qui n'a en rien contribué à cette crise, avec un impôt spécial ? », a-t-il lancé.

Parmi les trois sujets de discorde de la tripartite débattus publiquement, celui d'un impôt spécial pour les banques est sans doute le moins important en termes d'argent. On peut donc s'étonner du refus obstiné de la part du premier ministre, alors qu'il a affiché sa souplesse dans le domaine - bien plus coûteux - des transferts sociaux « sélectifs ». Un refus qui répond à l'insistance du LSAP d'imposer un tel impôt, même sans accord européen préalable. Précisons que le CSV a donné son assentiment à la recherche d'un tel accord - très hypothétique cependant. Et que la demande du LSAP en la matière est bien plus modérée que son rejet pur et simple de la manipulation de l'indexation : les socialistes ne demandent pas que le Luxembourg fasse cavalier seul, mais seulement qu'il introduise un tel impôt de concert avec ses voisins allemand et français. A priori, les positions des deux partis sont donc moins éloignées sur ce point que sur celui de l'indexation des salaires.

Pourtant cet affrontement en dit long sur la sensibilité du sujet. En faisant comme si le Luxembourg n'hébergeait que des banques « locales », Jean-Claude Juncker essaie de blanchir la place financière, qui est en réalité une plaque tournante d'activités internationales plus ou moins immorales. C'est dans la mesure où

la place participe à - et profite du - système financier mondial qu'elle est coresponsable du naufrage de ce système. Et si les « petites banques » sont un peu moins actives dans la spéculation ou l'évasion fiscale, ce n'est pas faute d'envie mais tout au plus faute de moyens.

L'argument avancé par Jean-Jacques Rommes de l'ABBL est bien plus honnête : sans nier la responsabilité globale des banques, il rappelle que l'économie luxembourgeoise est fortement dépendante du secteur financier. Imposer un impôt aux banques de la place luxembourgeoise serait un « signal catastrophique », cela reviendrait à « tuer la poule aux oeufs d'or ».

Qu'il se rassure ! Depuis les Verts jusqu'à l'ADR, aucun parti établi n'oserait manquer de respect envers ce précieux volatile qu'est la place financière, même s'il est parfois dépeint comme harpie plutôt que comme poule. Du côté du LSAP, Jean Asselborn, qui, de même que Juncker, aime s'afficher comme « homme de gauche », a bien intériorisé cela : lors de son voyage à Singapour, il a fait front commun avec cet autre paradis fiscal contre l'échange d'informations européen. Et le Wort le cite se plaignant que « les Russes aisés n'investissent plus leur fortune en Europe mais directement en Asie ». De toute façon, le vice-premier a bien insisté sur le caractère purement symbolique d'un éventuel impôt bancaire.

A voir les précautions que prennent nos politiciens en traitant avec les banques, on se dit qu'ils n'ont pas beaucoup d'espoir de trouver des alternatives à la place financière pour maintenir la prospérité du Luxembourg. Bien plus menaçant que le « mur des pensions », voici le rêve fou de fortune éternelle aux frais du reste du monde.

NEWS

NEWS

Monde associatif: Mi casa es tu casa **p. 3**

Flugverkehr: Asche auf mein Haupt **S. 4**

REGARDS

Michèle Clees: „Das Leben ist eine einzige Tragikomödie“ **S. 8**

Dossier Bolivien **S. 10**

Alternativer Klimagipfel: „Entweder der Kapitalismus stirbt oder Mutter Erde“

Evo Morales: Der Putz bröckelt

Égypte: Au-delà de Baradei **p. 14**

(Coverbild: ABI, Bolivien)